

**Le Dimanche**  
de  
**Roubaix-Tourcoing**

Hebdomadaire  
— illustré —

Cinq pages d'actualité  
— de notes —  
— et deux feuilletons —  
— intéressants —

20 cent. à tous nos vendeurs  
ou dépositaires.

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

|                             |                |                |              |
|-----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| Mord et limitrophes.....    | 3 mois, 22.00; | 6 mois, 40.00; | 1 an, 78.00; |
| Autres départements.....    | 23.00;         | 43.00;         | 80.00;       |
| Belgique.....               | 25.00;         | 45.00;         | 85.00;       |
| Union Postale, Tarif A..... | 35.00;         | 70.00;         | 140.00;      |
| — Tarif B.....              | 40.00;         | 80.00;         | 160.00;      |

RÉDACTION.....

|                |   |          |   |
|----------------|---|----------|---|
| ROUBAIX.....   | 63 à 71, Grande-Rue, Tél. 327.52, 327.53, 327.54. | CHEQUES  | 15, boulevard des Tailleurs, Tél. 538.51. |
| TOURCOING..... | 23, rue Carnot, Tél. 37.                          | POSTAUX  | 15, boulevard des Tailleurs, Tél. 538.51. |
| LILLE.....     | 3, rue Faidherbe, Tél. 538.51.                    | ST LILLE | 15, boulevard des Tailleurs, Tél. 538.51. |
| MOUSBRON.....  | 165, rue de la Station, Tél. 544.                 |          |   |

**ASTHME**

SPECIALISTE  
RECONNUE

Laboratoire spécialisé  
de la  
**PHARM. DU TRICHO**  
**ROUBAIX**

Docteur VERVAEKE  
Bénévolement tous les jours  
M/s après déjeuner

**BILLET PARISIEN**

## France, Italie et Yougoslavie

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 16 novembre (Midi).  
La conversation qu'a eue vendredi M. Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères avec M. de Chambrun, ambassadeur de France à Rome, avait pour but de donner à celui-ci toutes les instructions nécessaires au développement des négociations franco-italiennes.

Où en sont ces négociations? On sait que M. Barthou projetait de s'en entretenir lui-même avec le Duce. Son assassinat par l'émigration d'une organisation plus ou moins protégée par la Hongrie qui est l'alliée de l'Italie, fit renvoyer à des temps plus lointains l'entrevue franco-italienne.

Cet ajournement s'imposait d'autant plus que le drame de Marseille posait, une délicate question de responsabilité qui n'a pas été résolue.

Vendredi matin encore, M. Pierre Laval entendait à ce sujet M. Fottich, délégué permanent de la Yougoslavie auprès de la Société des Nations, et M. Spalajkovic, ministre de ce pays à Paris. Les deux représentants de notre alliée portèrent à la connaissance de M. Pierre Laval qu'un dossier avait été constitué par le Gouvernement de Belgrade sur la tragédie de Marseille et que, dès le semaine prochaine, la Société des Nations en serait saisie.

Le Gouvernement yougoslave est décidé, en effet, à faire toute la lumière sur l'attentat qui a coûté la vie au roi Alexandre et à M. Barthou. On n'ignore pas à Belgrade que les responsabilités engagées, sinon dans l'exécution, du moins dans la préparation du crime, mettent en cause certains gouvernements. Des soupçons d'ailleurs de vouloir s'expliquer à ce sujet. La Yougoslavie n'en tient pas moins à ce que des explications leur soient demandées. Qu'arriverait-il, en effet, si l'on suivait le conseil de plusieurs journaux anglais et si, dans une intention d'apaisement, on se refusait à tirer les choses au clair?

« Si les véritables inspirateurs de l'attentat devaient être mis en cause, écrit le journal Novosti, de Belgrade, cela signifierait qu'ils pourraient continuer à se servir des mêmes méthodes et des mêmes moyens... L'Europe capitulerait devant eux dans l'impunité. Est-ce ainsi qu'on croit pouvoir diminuer la tension internationale? Non. Ce serait simplement, par là même, justifier ceux qui auraient l'idée de recourir aux mêmes méthodes et de les employer dans leur propre défense. L'Europe rassemblerait alors à une jungle où tous les crimes seraient justifiés comme ayant un caractère politique. »

Mais le Gouvernement de Belgrade ne capitulera pas. Il faudra donc que les puissances prennent position à Genève.

Et avant que la France poursuive les conversations italiennes, il importe de connaître dans quelle mesure le Gouvernement fasciste voudra collaborer avec ceux qui s'opposent aux entreprises des démocrates de paix.

## LA CONCURRENCE DU PAIN DE M. ARCHER ÉMEUT LES BOULANGERS



UNE BOULANGERIE OÙ L'ON VEND LE PAIN DE L'INGÉNIEUR ARCHER

Paris, 16 novembre. — Le pain fabriqué par l'ingénieur agricole Archer, continue de se vendre au prix de 1 fr. 45 la baguette — pain de fantaisie — dans quatre dépôts, à Paris et à Aubervilliers. Les boulangers se sont émus de la concurrence, d'autant plus que l'ingénieur Archer laisse entendre qu'il va intensifier sa fabrication.

D'autre part, certains magasins d'alimentation de Paris vendent du pain de fantaisie à 1 fr. 70 la baguette de 700 grammes.

Enfin, les informations se multiplient, parvenues des diverses provinces et annonçant une baisse du prix du pain analogue à celle dont bénéficient les premiers les consommateurs de Laval.

Pour examiner la situation et décider des résolutions qu'elle comporte, le comité national de la boulangerie avait convoqué à Paris, les présidents de syndicats de Paris et de province.

Il avait été décidé de convoquer l'ingénieur Archer, afin d'entendre les explications qu'il avait lui-même proposées sur son initiative et sur ses intentions pour l'avenir.

L'ingénieur Archer s'est rendu à la convocation.

« Je travaille pour vous, boulangers, a-t-il dit, autant que pour les agriculteurs et pour les consommateurs. Les trois ouvriers du pain, seuls, m'intéressent. Les autres, les intermédiaires, les agitateurs, les vrais responsables du pain cher fait avec du blé bon marché, je veux vous en débarrasser. »

« Comment? Par l'adoption d'une monnaie nouvelle, gagée sur le blé. Et l'ingénieur Archer exposa les possibilités et les avantages de la monnaie « Europe », dont il est l'inventeur et le promoteur.

« Ainsi, a protesté le président de la réunion, nous serons de sujet d'exportation à votre invention... »

A l'issue de la réunion, le président du Comité de la boulangerie a fait la déclaration suivante:

« Que M. Archer, agriculteur, qui ne paye pas de patente et qui n'a pas payé de la philanthropie en vendant le pain aux Parisiens à 1 fr. 45 la baguette, sans réaliser de bénéfice, c'est déjà regrettable pour nous, car cela nous cause un double tort commercial et moral. Mais, qu'il devienne acheteur de blé et de farine pour intensifier la concurrence, alors, cela pose le problème de façon différente. Et voici de quelle manière:

« Qu'il nous soit possible d'acheter à 113 francs de la farine faite avec du blé payé 65 francs le quintal, puisqu'il est entendu que ce prix se pratiquerait quasi ouvertement dans bien des régions, et notamment en Champagne.

« Servis dans ces conditions, il nous serait possible, à nous aussi, de baisser le prix de la baguette de pain. Mais, tant que la loi qui a prétendu protéger le producteur restera la loi, la farine, pour nous, c'est du 100, prix calculé sur le prix légal du blé et qui règle le prix de 30 francs convenus pour la fabrication. »

Ajoutons que M. Cases, ministre de l'Agriculture, a reçu ce matin une importante délégation de la Confédération nationale des boulangers, venue s'entretenir de la situation dans laquelle se trouve placé le commerce de la boulangerie par suite des méthodes de vente employées ces temps derniers par certains concurrents.

## M. Jaspas ayant dû y renoncer, c'est M. Theunis qui a été chargé de former le nouveau Cabinet belge

BRUXELLES, 16 NOVEMBRE 1934.

On a appris, vendredi à midi, avec une profonde surprise, l'échec de M. Jaspas dans la mission qu'il avait acceptée de constituer un gouvernement. Mais ceux qui avaient suivi de près les incidents qui ont clos la soirée de jeudi, n'en ont pas été trop étonnés. On s'en souvient: jeudi à 9 heures du soir, M. Jaspas communique la composition de son Cabinet, à la presse. Il se rendit, ensuite, au Palais où il avait une entrevue avec le Roi. Il en revenait à 10 heures pour dire aux mêmes journalistes à qui il avait annoncé son projet, que rien n'était fait et qu'il fallait continuer les pourparlers.

Il n'est donc pas difficile de conclure de ces faits, d'ores et déjà, l'opposition à la combinaison de M. Jaspas. Et comme celui-ci n'a pu, ce vendredi matin, que M. Wodon, secrétaire du Roi, et M. Max, bourgmestre de Bruxelles, avant de renoncer à former le Cabinet, on ne peut pas empêcher de se demander qui, dans sa combinaison, M. Jaspas a biffé. Naturellement, personne ne peut se vanter de connaître encore la vérité. Ce que l'on sait, c'est que M. Jaspas renonce à former le Cabinet, parce qu'il n'a pas pu, malgré l'aide d'Etat de la Maison du Roi, convaincre M. Max, bourgmestre de Bruxelles et président de la Gauche libérale. L'entretien fut de courte durée. A la sortie, M. Max déclara qu'il était venu traiter un point précis du programme ministériel qui avait déjà fait, hier, l'objet d'un entretien.

Il n'y eut plus de consultation.

Vers 11 heures et quart, on vit M. Jaspas sortir précipitamment de son hôtel, se jeter dans son auto et partir dans la direction du Palais.

Une heure plus tard, on le retrouvait au Ministère des Affaires étrangères où il faisait, à la Presse, la déclaration suivante:

« Je suis allé au Palais pour prier le Roi de me décharger du mandat dont il m'avait honoré. Malgré les assurances que j'avais reçues, je n'ai pu constituer le Gouvernement tel que je l'avais conçu et tel que je le jugeais nécessaire aux intérêts du pays. »

**M. de Broqueville à Paris**

L'ancien chef de Cabinet que l'on avait cherché en vain à atteindre, depuis mardi soir, n'est plus à Bruxelles. Il est à Paris depuis jeudi.

**M. Theunis est appelé**

Le Roi a d'abord prié M. Cyrille Van Overbergh, sénateur démocrate chrétien, de constituer le Cabinet. Ce dernier s'est refusé pour cause de santé. M. Van Overbergh a, en effet, été victime il y a trois semaines d'un accident qui l'oblige à des ménagements.

Le Roi a fait ensuite appel à M. Theunis, ancien ministre, ministre d'Etat. Celui-ci a accepté et a proposé à M. Jaspas de rester au Ministère des Affaires étrangères. M. Jaspas a refusé.

M. Theunis eut alors un long entretien avec M. Franqui, puis avec M. Devesse à qui il a offert le portefeuille de la Défense nationale. M. Devesse s'est mis à sa disposition.

M. Theunis a encore vu M. Pouillet, chef de la droite, et M. Max, chef de la gauche libérale.

M. Theunis compte solliciter le concours de M. Gutt.

**Contre la tripartite**

Les groupes des classes moyennes de la Chambre et du Sénat, sous la présidence de M. Knoke, se sont réunis vendredi après-midi et ont voté un ordre du jour repoussant la tripartite, réclamant la stabilisation du franc, la solution rapide de la crise ministérielle, le vote de lois diminuant les impôts, les prix de l'électricité et des transports et demandant la protection du commerce et de l'industrie.

**Pour que l'administration fonctionne bien**

Paris, 16 novembre. — M. Pierre-Etienne Flandin, président du Conseil, a adressé aux ministres la circulaire suivante:

« La restauration de l'autorité de l'Etat implique au sein des administrations publiques la stricte application des lois et règlements existants. Aucune défiance individuelle ou collective, aucun ralentissement de l'activité ne doivent compromettre, à l'avenir, le bon fonctionnement des services. »

« Je vous prie en conséquence d'être très vigilant et de veiller à ce qu'aucun manquement ne soit toléré dans votre administration et d'engager à l'occasion de chaque faute la responsabilité personnelle et professionnelle du chef de service. »

« De faire établir et de adresser mensuellement le tableau des manquements constatés dans votre département, avec l'indication des sanctions que vous aurez cru devoir prendre. »

**La grève du textile à Roanne**

Vendredi après-midi, le travail a complètement cessé à Thizy et à la Tour de Thizy; c'est environ 1.800 à 2.000 grévistes de plus.

A l'Arbreles, les ouvriers du tissage de coton, au nombre de 250 environ, sont également en grève, le groupement de l'Association des Anciens combattants a décidé d'intervenir, pour tenter un rapprochement entre patrons et ouvriers.

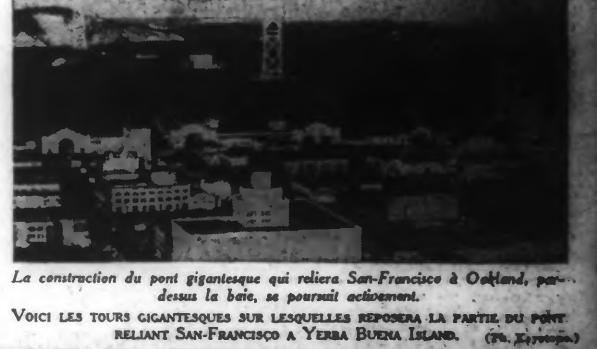
Une délégation de ce groupement aura une entrevue samedi matin, à la Chambre de Commerce, avec les patrons.

## Le château des Papes à Avignon



UNE VUE DU CÉLÈBRE CHATEAU, OÙ LA PLUIE VIENT DE CAUSER DES DÉGÂTS A LA TOUR DES AUGUSTINS. (Ph. H. Massot.)

## Le plus grand pont du monde



La construction du pont gigantesque qui reliera San-Francisco à Oakland, par-dessus la baie, se poursuit activement. VOICI LES TOURS GIGANTESQUES SUR LESQUELLES REPOSERA LA PARTIE DU PONT RELIANT SAN-FRANCISCO A YERBA BUENA ISLAND. (Ph. Kyrnos.)

## Le mariage du prince George



C'est à bord du « Canterbury », le bateau le plus luxueux des services de la Marine, que la princesse Marina et les invités royaux se rendront en Angleterre. VOICI LES MARINS DU « CANTERBURY » POURSUIVANT LES TRAVAUX DE NETTOYAGE DES PONTS. (Ph. H.T.T.)

## L'ASSASSINAT DU CONSEILLER PRINCE

Dijon, 16 novembre. — Un artiste dijonnais, M. Julien Bonin, est venu déclarer à M. Limouzinat, adjoint de M. Rabut, juge d'instruction, que le 20 février, vers 16 heures, soit plus de cinq heures avant le drame, il peignait un tableau à la Combe-aux-Fées. Or, à un moment donné, son attention aurait été attirée par les allées somptueuses d'un homme qui, durant une demi-heure, inspecta les lieux.

Plus tard, voyant dans les journaux les photographies de l'inspecteur Bonin, M. Bonin crut pouvoir affirmer à des amis que le « promeneur » de la Combe-aux-Fées ressemblait singulièrement au policier de la Sûreté nationale.

Depuis lors, M. Bonin parla de sa rencontre à de nombreux amis, et ce sont eux qui, à la longue, ont débrouillé à ce rendre chez le juge d'instruction.

Comme M. Limouzinat lui présentait un lot de photographies de diverses personnes dont il a été parlé dans l'affaire Prince, M. Bonin a déclaré qu'il ne saurait reconnaître l'inspecteur d'ordre des photos, et qu'une confrontation avec l'inspecteur Bonin serait nécessaire.

La juge d'instruction a donné à cette déclaration la suite qu'elle comporte. On ignore, toutefois, si une confrontation entre l'inspecteur Bonin et M. Bonin pourrait avoir lieu, étant donné que neuf mois se sont écoulés depuis son fait.

Il n'est resté pas moins que l'inspecteur Bonin doit pouvoir dire où et à quel moment il a vu cet homme.

## M. ALBERT LEBRUN A INAUGURÉ HIER LE SALON DE L'AVIATION



M. LEBRUN EXAMINE UN AVION ; à côté de lui, LE GÉNÉRAL DENAIN. (Mond. Photo Presse.)

Paris, 16 novembre. — M. Albert Lebrun, président de la République, a inauguré vendredi matin le XIV<sup>e</sup> Salon de l'Aviation, inauguration qui coïncidait du reste avec l'ouverture des portes de la nouvelle exposition. Le chef de l'Etat est arrivé au Grand-Palais à 10 heures, accompagné d'un lieutenant-colonel aviateur de sa maison militaire.

Les honneurs étaient rendus par un peloton de gardes républicains, tandis que la musique de la Garde républicaine exécutait la Marseillaise.

A sa descente de voiture, le Président de la République a été reçu par les membres du Comité d'organisation ayant à leur tête MM. Henri Potez, président de la Chambre syndicale des industries aéronautiques; Liort, président d'honneur de la même Chambre; Louis Bréguet, Louis Renault et André Gramet, commissaire général du Salon. Parmi les personnalités ont remarqué le général Denain, MM. Piféri, Laurent-Evans, ancien ministre de l'Air; Delesalle, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Air, etc.

La visite s'est déroulée sous la conduite de M. Henri Potez, Le service d'ordre étant assuré par M. Paul Guichard, directeur de la police municipale. M. Albert Lebrun fut vivement intéressé par l'exposition, qu'il a parcourue en détail, se faisant donner maintes explications sur les modèles d'avions et de moteurs présentés.

Le chef de l'Etat, près des stands étrangers, a été reçu par les ambassadeurs eux-mêmes. Le président a fait aussi de très longs arrêts au stand de la Compagnie « Air-France » et de la photographie, ainsi qu'à celui du Ministère de l'Air. Après avoir encore parcouru tout le premier étage, M. Albert Lebrun a quitté le Grand-Palais à midi 35, mettant fin à une visite qui n'avait pas duré moins de 2 h. 35.

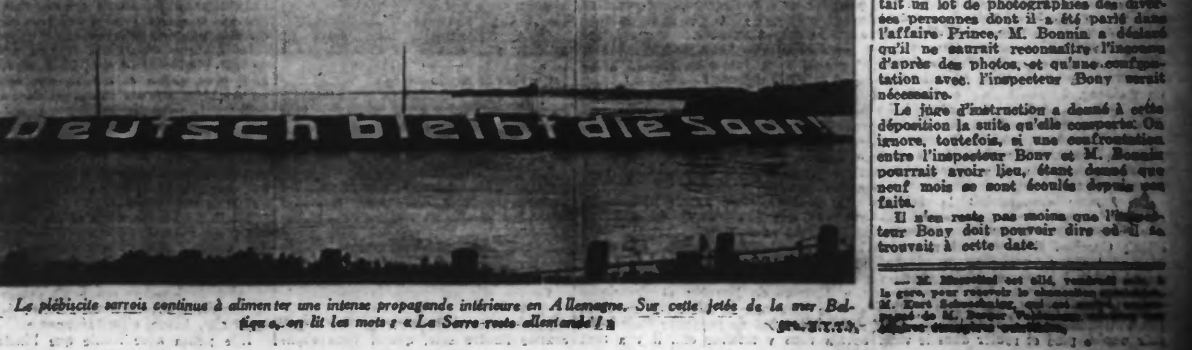
Avant de regagner sa voiture, M. Albert Lebrun a tenu à adresser ses félicitations aux membres du Comité d'organisation pour la belle exposition de cette année, qui est la plus importante, grâce à la participation étrangère.

Le 14<sup>e</sup> Exposition internationale de l'Aéronautique offre cette année un intérêt tout particulier, du fait de la participation étrangère, qui atteint presque 50 pour 100.

La Grande-Bretagne expose, notamment un frère du « Comet », l'appareil vainqueur de la grande course Londres-Melbourne; l'Italie a envoyé l'hydravion du lieutenant Agello, qui vient de porter le record du monde de la plus grande vitesse sur base à 709 km. 202. La Pologne, l'avion léger vainqueur du dernier challenge international des avions de tourisme. L'Allemagne, elle, présente entre autres, deux avions commerciaux déjà en service sur les lignes et dont l'un, des plus rapides, grâce à son train d'atterrissage escamotable, est présenté d'une façon impeccable. Quant aux Soviétiques, leur stand contient notamment le biplan postal qui permit à Mikolov de sauver les vingt-neuf passagers du Tchekoukine, ainsi que la nacelle du ballon stratosphérique avec lequel des aéronautes russes montèrent à 17.000 mètres.

Les constructeurs français les plus cotés, ont répondu également à l'appel de la Chambre syndicale des industries aéronautiques organisatrice de ce salon. Dix-huit marques exposent trente-quatre modèles d'avions et trente-six de moteurs.

## LE PLÉBISCITE DE LA SARRÉ



Le plébiscite sarrois continu à alimenter une intense propagande intérieure en Allemagne. Sur cette photo de la rue Belge, on lit les mots « La Sarre reste allemande! » (Ph. H.T.T.)